



Katharina Boerlin:
« La solidarité internationale ne peut fonctionner que par le travail bénévole »

Katharina Boerlin coordonne la campagne des Églises pour l'Initiative multinationales responsables et est une ancienne stagiaire de PBI. Elle a parlé avec Zoe Pauli de PBI de sa carrière après son stage et de l'importance du bénévolat.

De quelle manière le stage chez PBI a-t-il influencé ta carrière ?

Le stage à PBI m'a montré combien la passion est importante pour faire ce travail et tout ce qu'on peut accomplir pour les droits humains. Ces résultats ont été décisifs dans ma décision de faire une maîtrise en études latino-américaines. Dans le cadre de ma thèse de maîtrise sur le mouvement indigène Lenca, j'ai travaillé sur le terrain au Honduras et j'ai été en contact avec des défenseurs et défenseuses locaux des droits humains. Après mes études, j'ai effectué un stage chez Pain pour le prochain et je travaille depuis 2018 pour l'Initiative multinationales responsables. Parallèlement à ma carrière professionnelle, il a toujours été important pour moi d'être active bénévolement. Je fais partie, entre autres, de l'association Honduras Forum Switzerland, au sein de laquelle nous nous engageons à faire respecter les droits humains et à renforcer la démocratie au Honduras.

*Avec un legs,
vous protégez les défenseuses
et défenseurs des droits humains.*

Merci !

Peace Brigades International Suisse
S'engager pour la paix et les droits humains

Quelle est ta motivation personnelle à t'engager bénévolement ?

Le bénévolat est profondément enraciné en moi ; je ne connais pas de vie sans. À mon avis, la solidarité internationale ne peut fonctionner qu'avec le volontariat et la passion. Je peux et je suis capable de me porter volontaire pour quelque chose que je soutiens à 100%. C'est la raison pour laquelle j'obtiens tant en retour – bien plus que 1000 CHF de salaire en plus. Cela me motive énormément de voir ce que mon travail peut accomplir à petite échelle.

Tu es employée par le secrétariat de l'Initiative multinationales responsables pour mener la campagne des églises. Pourquoi t'engages-tu pour cette initiative ?

Dans les pays du Sud, les entreprises internationales extraient les matières premières, les transportent et ne paient pas ou peu d'impôts dessus. Ici, en Suisse, nous bénéficions de cette activité mondiale. Pour moi, il va donc de soi que nous devons assumer nos responsabilités en veillant à ce que les entreprises réparent des dommages qu'elles causent.

Comment puis-je m'engager pour l'initiative en tant qu'individu ?

C'est possible de rejoindre l'un des 250 comités locaux répartis dans toute la Suisse. C'est aussi une bonne occasion de rencontrer de nouvelles personnes dans son quartier et d'organiser des événements liés à l'initiative. Afin de rendre notre préoccupation visible, des drapeaux et des sacs en tissu peuvent également être commandés gratuitement sur initiative-multinationales.ch.



Accompagnement de PBI au Guatemala

Les défenseuses et défenseurs de l'environnement : des cibles de prédilection

Alors que le réchauffement climatique et la protection de l'environnement sont sur toutes les lèvres, les personnes qui défendent les droits environnementaux sont parmi les plus attaquées. Tour d'horizon de ce secteur à risque et sur la manière dont les défenseurs et défenseuses accompagnés.e.s par PBI vivent la situation.

Par droits environnementaux, on entend la protection des ressources naturelles, l'accès à ces ressources et leur utilisation qui génèrent des violations du droit à un environnement sain ou un accès à l'eau pour les populations alentours. Les défenseurs et défenseuses des droits humains et environnementaux s'efforcent de protéger les ressources naturelles, souvent contre l'exploitation et les dommages causés par des entreprises. Fréquemment, les terres sur lesquelles se trouvent les ressources et qui sont accaparées par des entreprises, sont habitées traditionnellement par des populations paysannes et autochtones.

Défenseurs et défenseuses en danger, surtout en Amérique latine

Comme le rappelle l'ONG Front Line Defenders, en 2018, 321 défenseuses et défenseurs des droits humains (DDH) dans le monde entier ont été pris pour cible et tués pour leur travail — le nombre le plus élevé jamais relevé. Plus des trois quarts d'entre eux, soit 77% du nombre total de militantes.e.s tuées.e.s, défendaient les droits fonciers, environnementaux ou des peuples autochtones, souvent dans le contexte d'exploitation des industries extractives et des mégaprojets. Les meurtres des activistes des droits humains ne sont pas des événements isolés, mais sont précédés de harcèlement ju-

Compte postal :
17-519476-6
IBAN: CH21 0900 0000 1751 9476 6

peacebrigades.ch



Votre don en bonnes mains.

PBI Suisse, Gutenbergstrasse 35, CH-3011 Berne
031 372 44 44, info@peacebrigades.ch



suite **Les défenseuses et défenseurs de l'environnement : des cibles de prédilection**

diciaire, de menaces, de campagnes de diffamation et d'attaques physiques. Au moins 49% des personnes tuées avaient déjà reçu une menace de mort spécifique. Dans tous ces cas, celles-ci n'avaient pas reçu la protection et le soutien nécessaires de la part des autorités étatiques, bien qu'elles leur avaient fait part de menaces dirigées à leur encontre¹.

Dans les pays où PBI est présent, le nombre d'assassinats de défenseuses et défenseurs environnementaux en 2018 sont absolument vertigineux : deux-tiers des assassinats commis dans le monde cette année ont eu lieu au Honduras, au Guatemala, au Mexique et en Colombie. Rien qu'en Colombie on en a recensé 121. Ce constat implacable montre la nécessité de l'accompagnement protecteur que PBI fournit aux défenseurs et défenseuses

¹ <https://www.frontlinedefenders.org/en/resource-publication/global-analysis-2018>



Oscar Torres, habitant de Pajuiles et membre du Movimiento Amplio por la Dignidad y la Justicia (MADJ)

« Nous ne sommes pas fondamentalement contre des projets ou des entreprises, mais nous défendons ce qui nous appartient : les biens communs, la qualité de l'eau, la santé de la population. »

qui revendiquent leurs droits environnementaux et l'accès à la terre. Ces chiffres soulignent aussi l'importance du travail de plaidoyer à mener pour que les États et la communauté internationale prennent des mesures à la hauteur du degré de violence et d'impunité subi par les activistes environnementaux.

Résolution de l'ONU pour la protection des défenseuses et défenseurs environnementaux

La situation de ces DDH est prise au sérieux par l'ONU qui a rédigé une résolution pour protéger les défenseuses et défenseurs environnementaux, adoptée à l'unanimité par le Conseil des Droits de l'Homme le 21 mars dernier. En 28 points, la résolution recouvre de nombreux aspects, notamment d'exhorter les États à reconnaître publiquement l'importance du travail des défenseuses et à prendre des mesures pour prévenir les

attaques et assassinats. On y condamne également les arrestations arbitraires, encourage à s'attaquer aux causes profondes des violations en renforçant les institutions démocratiques, en luttant contre l'impunité et en réduisant les inégalités économiques, et appelle au droit à la consultation libre, informée et préalable avec les DDH, les groupes potentiellement affectés et les autres parties prenantes concernées. La résolution intègre par ailleurs la dimension genre des violences subies en particulier par les femmes. En outre, une déclaration, votée par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2018, renforce quant à elle la protection des paysans et travailleurs ruraux sur de nombreux plans : accès à la propriété et dédommagements en cas de déplacements forcés, protection des femmes paysannes et préservation des cultures autochtones. Elle met aussi l'accent sur le droit de se regrouper en communautés ou encore le droit à se défendre librement. Il s'agit de premiers pas importants, et les États devront désormais prendre des mesures concrètes pour assurer la protection des DDH environnemen-



Rosa Santamaría, Central Nacional de Trabajadores del Campo, Honduras.

« Que faisons-nous des épouses des camarades qui sont emmenés et emprisonnés ? Que faisons-nous de leurs familles ? Les femmes paysannes souffrent le plus de cette situation. Elles n'ont pas de ressources. »



José Bo Mo, Comunidad Las Tres Cruces, Resistencia Pacífica de Cahabón, Guatemala.

« Quand PBI est venu dans la communauté, mes voisins [en faveur de la compagnie] m'ont demandé pourquoi je recevais un accompagnement et j'ai expliqué que c'est parce que je recevais des menaces. Depuis, ils ne me maltraitent plus. »

taux. Par ailleurs, PBI pourra s'appuyer sur ces documents dans son travail de plaidoyer auprès de la communauté internationale afin que ces mesures de protection soient mises en œuvre.

Pour des multinationales suisses responsables

En Suisse aussi, les droits humains sont au centre des préoccupations des plus de 100 organisations signataires de l'Initiative multinationales responsables, parmi lesquelles PBI. En effet, alors que les activités de certaines entreprises ayant leur siège en Suisse ou celles de leurs filiales à l'étranger contribuent aux violations des droits humains des populations locales et détruisent écosystèmes et communautés, l'initiative veut contraindre celles-ci à respecter les droits humains et standards environnementaux internationalement reconnus. Dans un premier temps, les multinationales seraient amenées à analyser précisément où se situent les plus grands risques en termes de violations de droits humains et d'atteintes à l'environnement, et les rendre publiques dans un deuxième temps. Par exemple, une entreprise travaillant dans l'extraction minière devrait analyser les risques et prendre des mesures contre les pollutions des sols et pour prévenir l'expulsion des communautés résidentes sur les terres concernées. Les mesures contraignantes de cette initiative devraient ainsi permettre de limiter les violations majeures des droits humains commises par les entreprises. À l'heure où nous imprimons cette publication, un contre-projet à l'initiative est entre les mains du Conseil des États. Selon le résultat des débats, le peuple suisse pourrait se prononcer dans les urnes l'année prochaine. Affaire à suivre !



María Ninfa Cruz, Corporación Social para la Asesoría y Capacitación Comunitaria, Colombie.

« De nombreux et nombreuses collègues qui s'engagent pour les droits de la terre sont emprisonnés. En tant que défenseuse des droits humains, j'exige la libération des prisonniers, car nous ne sommes pas des criminels. »



Manifestation au Honduras contre une exploitation minière.